

nant en vigueur. Quels seront les avantages pour la Nouvelle-Écosse?

M. Casey: Ma circonscription, celle de Colchester—Cumberland, n'est pas la plus riche du pays. Je crois que l'Accord de libre-échange nous permettra d'être sur un pied d'égalité avec les autres régions. Il favorisera notre expansion industrielle. C'est déjà le cas, en fait.

Dans ma circonscription, il existe des usines qui fabriquent des pièces automobiles et qui les envoient aux États-Unis. A l'heure actuelle, ces usines doublent leur capacité. Il y a aussi une usine qui fabrique des fendeuses à bois et les expédie aux États-Unis. Une autre usine fait des poêles et les expédie aux États-Unis. D'autres usines fabriquent des objets décoratifs en étain, et la liste se poursuit. Ces usines vont accroître leur production.

À Amherst, où j'habite, le propriétaire d'une entreprise craignait vivement que le libre-échange ne mette un terme à ses activités. Cette question le préoccupait énormément. Il y a quelques jours, je lui ai parlé, et il m'a dit qu'il a plus de gens à son service que jamais auparavant. Il ne comprend pas ce qui se passe. Il est très enthousiaste et envisage l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Le libre-échange sera sa planche de salut, et je le crois aussi.

Le président suppléant (M. Paproski): Nous avons du temps pour une autre question ou une autre observation. La députée de Halifax.

Mme Clancy: En tant que collègue de la Nouvelle-Écosse, je voudrais demander au député de Cumberland—Colchester (M. Casey) comment il peut rester les bras croisés devant l'atteinte au privilège qui a été portée contre ses électeurs à cause de la fuite concernant le budget. Comme tous les Canadiens, ils avaient le droit de s'attendre que le budget soit dévoilé à la Chambre et non au réseau de télévision national.

Le député n'est-il pas consterné de siéger au sein du parti de la Chambre qui a permis la plus grave atteinte au privilège depuis la première législature, il y a 724 ans?

M. Casey: Je n'ai aucune hésitation à en parler. Le gouvernement n'a fait preuve d'aucune négligence. Cet acte a été le fruit d'une tentative délibérée, et son auteur n'a pas eu la tâche facile. Il ou elle a voulu vendre les renseignements aux médias, mais sans succès. Il ou elle a tenté de les donner aux médias de la radio, mais sans succès. Enfin, cette personne devait livrer les renseignements. Pour une raison ou une autre, cette tentative était délibérée. J'ignore si c'était un acte de sabotage ou de dépit. Le fait est, et cela tombe sous le sens, qu'aucun

tort n'a été fait, qu'aucun dommage n'a été causé, et c'est ce que voit la population canadienne.

Lorsque certains députés tentaient de tourner la situation en catastrophe monumentale, les Canadiens ont fait preuve de bon sens et ont dit qu'elle n'était pas catastrophique. Il est dommage qu'elle se soit produite, elle n'aurait pas dû se produire, mais aucun tort n'a été causé. Pourquoi jeter le pays dans le chaos total? Peut-on imaginer le chaos dans lequel l'économie se serait trouvée si le ministre des Finances (M. Wilson) avait dû démissionner et si le budget n'avait pas été dévoilé? C'aurait été le chaos.

Le ministre des Finances est un symbole de force dans les autres pays. S'il devait quitter son poste, la réputation du Canada en souffrirait énormément, et il faudrait beaucoup de temps pour s'en remettre. Je n'ai aucun mal à imaginer cette situation.

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et les observations sont maintenant terminées. La députée de Halifax a la parole pour participer au débat.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, je commence par ce que j'aurais dû faire au cours de la période des questions et commentaires, soit féliciter mon collègue de Cumberland—Colchester (M. Casey) pour son premier discours à la Chambre.

Je suis très heureuse de prendre la parole aujourd'hui, en tant que représentante d'une circonscription qui compte parmi les plus chargées d'histoire de tout le Canada. Halifax est une des plus vieilles villes du Canada et elle célèbre cette année le 140^e anniversaire de sa fondation. Halifax est aussi la plus grande ville de la région atlantique. Elle possède une base navale et un important port commercial et elle est le siège d'un gouvernement provincial. Halifax est aussi le siège de cinq universités, et il y en a une sixième à proximité. Halifax est une ville d'étudiants, de vieillards, de jeunes familles et de nombreux employés du secteur des services. Quoique ce ne soit pas aussi évident que dans certains grands centres du pays, Halifax compte divers petits groupes culturels qui reflètent la nouvelle réalité culturelle canadienne.

En tant que Canadiens de la région atlantique, les Haligonien(ne)s savent depuis de nombreuses années qu'ils vivent dans ce que l'on appelle une région défavorisée. C'est une bien triste situation pour un peuple fier qui se souvient des jours glorieux des navires de bois et des personnes de fer. Cependant, la situation de la ville qui n'était déjà pas trop encourageante a gravement empiré au cours de la triste soirée du mercredi 26 avril. Les Haligonien(ne)s qui suivaient innocemment une partie de hockey ont subi un grand choc. Le budget, qui constitue